

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 14/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SYNER'GIE**

6 avenue du volos  
72100 Le Mans

Références :SRNT/2023-0798  
Code AIOT : 0006301133

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2023 dans l'établissement SYNER'GIE implanté ZUP des Sablons, Rue du Danemark 72100 Le Mans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

SYNER'GIE est soumis au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Il déclare à ce titre chaque année le niveau d'activité de l'année précédente (par la transmission d'un fichier dit ALC). Le but de la visite du 4 octobre était de pouvoir confirmer que le fichier ALC de SYNER'GIE était exempt d'irrégularités ou d'inexactitudes.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYNER'GIE
- ZUP des Sablons, Rue du Danemark 72100 Le Mans
- Code AIOT : 0006301133
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SYNER'GIE exploite, en délégation de service public pour Le Mans Métropole, une chaufferie urbaine (constituée de trois chaudières) et une unité de cogénération. Les installations sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DCPPAT 2018-094 du 26 novembre 2018 et l'arrêté préfectoral complémentaire n°DCPPAT-2021-0229 du 27 octobre 2021.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Emissions de gaz à effet de serre (CO2)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Modifications du plan méthodologique de surveillance	Règlement européen du 19/12/2018, article 9	/	Sans objet
3	Niveau d'activité historique des installations en place	Règlement européen du 19/12/2018, article 15	/	Sans objet
4	Modifications du plan de surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 5 et 7	/	Sans objet
5	Systèmes de détection et extinction automatiques	AP Complémentaire du 26/11/2018, article 7.3.5	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Système d'échange de quotas CO2 - déclaration du niveau d'activité	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 14	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de confirmer l'origine de l'erreur d'une donnée de 2021 rectifiée sur le fichier niveau d'activité (ALC) transmis par l'exploitant en 2023, et de valider la déclaration de SYNER'GIE dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. L'alimentation des données de ce fichier a été passée en revue par sondage, ainsi que les réponses apportées par l'exploitant afin d'éviter que cette situation ne se renouvelle.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Système d'échange de quotas CO2 - déclaration du niveau d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gaz à effet de serre / quotas CO2
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque année, l'exploitant déclare les niveaux d'activité de chaque sous-installation de l'année civile précédente conformément au règlement d'exécution (UE) 2019/1842 susvisé. [...] L'exploitant soumet la déclaration des niveaux d'activité vérifiée par un vérificateur et le rapport de vérification relatif à cette déclaration, établi conformément à l'article 27 du règlement d'exécution (UE) 2018/2067 susvisé [...]. La version la plus récente du plan méthodologique de surveillance approuvée par l'autorité compétente est également jointe à cette déclaration.
<b>Constats :</b> L'établissement SYNER'GIE (n° NIM : FR000000000000556) a soumis sa déclaration des niveaux d'activité en mars 2023, via le site de télédéclaration GERE, en y joignant le plan méthodologique de surveillance approuvé (version 2 du 30/07/2019) et le rapport de vérification d'EY & Associés du 01/02/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Modifications du plan méthodologique de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gaz à effet de serre / quotas CO2
<b>Prescription contrôlée :</b> Règlement européen « FAR » du 19/12/2018 1. L'exploitant vérifie régulièrement que le plan méthodologique de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation et qu'il ne nécessite pas d'améliorations. À cet effet, l'exploitant tient compte de toute recommandation d'amélioration figurant dans un rapport de vérification. 2. L'exploitant modifie le plan méthodologique de surveillance dans les cas suivants: [...] c) lorsque les données obtenues par la méthode de surveillance précédemment appliquée se sont révélées incorrectes; d) lorsque le plan méthodologique de surveillance n'est pas, ou n'est plus, conforme aux exigences du présent règlement;

e) lorsqu'il est nécessaire de mettre en œuvre des recommandations d'amélioration du plan méthodologique de surveillance contenues dans un rapport de vérification.

Arrêté du 21 décembre 2020 sur les modalités de mise en œuvre des obligations particulières de surveillance, de déclaration et de contrôle des émissions et des niveaux d'activité auxquelles sont soumises les installations soumises au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre.

Article 13 - L'autorité compétente peut à tout moment demander une modification du plan méthodologique de surveillance pour le rendre conforme au règlement [« FAR » du 19/12/2018]

**Constats :**

Dans son rapport du 01/02/2023, le vérificateur EY & Associés mentionne qu'« un non respect du règlement [du 19/12/2018] a été identifié. Le compteur de chaleur récupéré de la cogénération de [SYNER'GIE] est positionné en amont du compteur de chaleur du départ réseau sur le schéma de l'installation alors qu'il s'agit d'un flux de chaleur distinct. Le schéma de l'installation ne représente pas la réalité de l'organisation des compteurs de chaleur de l'installation. Ceci n'impacte pas les allocations, les deux flux de chaleur étant pris en compte dans l'ALC soumis ».

Par ailleurs, la déclaration « niveau d'activité » de SYNER'GIE comportait une modification pour l'année 2021 (ce qui ne devrait pas être le cas). L'exploitant a informé l'inspection de cette correction apportée sur l'année 2021 par courriel du 03/02/2023.

Le but de la visite du 4 octobre était donc de pouvoir confirmer la correction apportée sur le fichier ALC (*Activity Level Change* / Changement de niveau d'activité), et d'analyser le cas échéant les causes de cette modification.

Lors de la visite, il a été constaté que le schéma de l'installation figurant dans le plan méthodologique de surveillance (v2) était erroné par rapport à la réalité physique de l'installation. Un compteur de chaleur en aval de la cogénération a été "oublié" dans les calculs et données conduisant à la déclaration 2022 sur les données 2021. L'exploitant a indiqué que la cogénération n'ayant pas tourné en 2019 et 2020 (hors essais), cette erreur n'apparaissait pas et n'était donc pas facilement détectable.

Lorsque la cogénération a fonctionné en 2021 puis 2022, cette erreur est apparue plus clairement, et la chaleur produite par la cogénération n'était à tort pas comptabilisée dans la chaleur produite.

L'exploitant a présenté lors de la visite son organisation, ses procédures, et ses outils informatiques utilisés dans le cadre de la déclaration des niveaux d'activité. Plusieurs données ont été consultées par sondage, sans qu'aucune incohérence n'ait été relevée avec le fichier de déclaration du niveau d'activité de l'année 2022.

**Il est toutefois demandé à SYNER'GIE de préciser comment et où est effectuée la modification des facteurs d'émission mis à jour chaque année dans ces outils de suivi, ce point n'ayant pu être précisé par l'exploitant lors de la visite.**

Contrairement à ce que mentionnait le rapport EY & Associés, cette modification impacte les allocations de quotas gratuits.

Le fichier « niveau d'activité » de SYNER'GIE a été validé par l'Autorité compétente le 11/10/2023, à la suite de la visite sur site.

A noter qu'un plan méthodologique de surveillance (PMS) a été transmis peu avant la visite d'inspection, le 29 septembre (version 3 du 31/08/2023). Ce plan corrige notamment le plan de l'installation erroné de la version précédente. Cependant, plusieurs remarques ont été émises lors de la visite d'inspection concernant cette version 3 du PMS :

<p>- aux onglets E et G, il est mentionné une source de donnée de type 4.5.e) pour la quantification des flux de chaleur mesurable. Or, une telle source de donnée impliquerait qu'une demande de dérogation pour infaisabilité technique ou coût excessif ait été transmise à l'autorité compétente, ce qui n'est pas le cas.</p> <p><b>Il est demandé à SYNER'GIE de préciser à quoi correspond la source de données de type 4.5.e) mentionnée dans le plan méthodologique de surveillance. S'il s'agit d'une erreur, le PMS devra être mis à jour. S'il s'agit d'une indication correcte, des demandes de dérogation itératives pour justifier de la non-atteinte de la source de données 4.5.a) devront être transmises.</b></p> <p>Par ailleurs, différentes procédures sont citées dans les différents onglets du PMS  onglet D : édition du 02/06/2014/ création  onglet E : ANNEXE 2 au MMP  onglet G : ANNEXE au MMP et ANNEXE 2 au MMP  onglet J : Annexes 1 à 5 et données dde allocation BDH - rev</p> <p>Plusieurs remarques concernant le caractère obsolète ou erroné de ces procédures ont été communiquées à l'exploitant lors de la visite du 4 octobre, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- schéma de l'installation erroné en annexe 1</li> <li>- présence de source de donnée 4.5.e) en annexe 2 (cf demande ci-dessus pour confirmer ou non l'utilisation d'une source de données 4.5.e) )</li> <li>- référence à un arrêté abrogé (du 31 mars 2008) en annexe 3 pour les facteurs d'émission</li> </ul> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le plan méthodologique de surveillance, ainsi que l'ensemble des procédures afférentes, conformément à l'article 13 de l'arrêté du 21/12/2020.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
---

### N° 3 : Niveau d'activité historique des installations en place

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gaz à effet de serre / quotas CO2
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Niveau d'activité historique des installations en place  1. Les États membres analysent les déclarations relatives aux données de référence et les rapports de vérification transmis en vertu de l'article 4, paragraphe 2, afin de s'assurer que les exigences du présent règlement sont satisfaites. S'il y a lieu, l'autorité compétente demande aux exploitants de rectifier les éventuelles inexactitudes ou erreurs ayant une incidence sur la détermination des niveaux d'activité historique. L'autorité compétente peut demander aux opérateurs de présenter d'autres données, en plus des informations et des documents requis en vertu de l'article 4, paragraphe 2.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'erreur de schéma d'installation mentionnée dans le constat n°2 a conduit à la correction des données sur l'année 2021. Or, selon le fichier « NIM » (données de référence) approuvé en vue de la demande d'allocation à titre gratuit, il apparaît que l'installation de cogénération a fonctionné entre 2016 et 2018.</p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant de confirmer que les données figurant à l'onglet E du fichier NIM approuvé sont correctes, concernant la chaleur mesurable produite. SYNER'GIE justifiera le cas</b></p>

<p>échéant que ces données reflétaient la réalité physique de l'installation et n'étaient pas erronées en raison d'un mauvais schéma d'installation (c'est-à-dire sans oubli du comptage de la chaleur produite par la cogénération).</p> <p>Si ces données s'avéraient inexactes, un fichier NIM les corrigeant doit être transmis à l'inspection (dans ce cas, la vérification au préalable du fichier par un vérificateur accrédité doit être effectuée)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Modifications du plan de surveillance des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 5 et 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gaz à effet de serre / quotas CO2
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>AM du 21/12/2020:</p> <p>Art.5 : Si les informations contenues dans le plan de surveillance de l'installation n'apparaissent pas conformes aux exigences du règlement d'exécution (UE) 2018/2066 susvisé, l'autorité compétente demande à l'exploitant de modifier le plan de surveillance, et précise les motifs de cette demande.</p> <p>L'exploitant dispose alors de quatre semaines pour adresser à l'autorité compétente un nouveau plan de surveillance.</p> <p>Art. 7 : L'autorité compétente peut à tout moment demander une modification du plan de surveillance pour le rendre conforme au règlement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une nouvelle version du plan de surveillance des émissions a été transmise à l'autorité compétente le 28 septembre 2023 (version 4 du 28/09/2023).</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la procédure « MOP-SEQE-01_combustibles&amp; énergies » citée à l'onglet D était obsolète.</p> <p><b>L'inspection demande à SYNER'GIE de vérifier que toutes les procédures citées dans le plan de surveillance (aux onglets D et K) sont bien celles utilisées actuellement dans le cadre de la surveillance des émissions de CO2.</b></p> <p><b>Le plan de surveillance mis à jour en conséquence sera transmis dans un délai de quatre semaines, conformément aux articles 5 et 7 de l'arrêté du 21/12/2020.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Systèmes de détection et extinction automatiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/11/2018, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection gaz
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté préfectoral du 26/11/2018:</p> <p>Article 7.3.5 - Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, doit être mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux [...].</p>

Les locaux susvisés, notamment ceux des chaudières et de la cogénération, sont équipés de détection gaz asservis à une alarme sonore et visuelle. [...]

L'exploitant organise à fréquence annuelle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les compte-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées [...].

**Constats :**

Lors de la visite dans le local de la cogénération, une alarme continue était émise dans la salle de commande. L'exploitant a indiqué qu'il s'agissait vraisemblablement d'un défaut de calibrage d'un dispositif de détection de gaz, la campagne semestrielle de maintenance et calibrage par la société GfG s'étant déroulée juste avant la visite du 4 octobre. L'exploitant a précisé qu'il contactait sans délai GfG pour intervenir sur ce problème.

**Il est demandé à SYNER'GIE de confirmer que cette alarme était effectivement liée à un défaut de calibrage d'un détecteur de gaz, et transmettra le cas échéant à l'inspection le rapport d'intervention de la société GfG qui en rend compte.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet